
ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la section des archives et des droits de l'homme

Lauréat du Premio Internacional Derechos Humanos 2020

de la Asociación pro Derechos Humanos de España

Numéro n° 160, avril 2023

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaire

Après plus de 13 ans et 160 numéros, j'ai décidé qu'il était temps de confier *SAHR News* à d'autres voix. Un groupe de collègues formidables s'en charge : Kate Blalack assurera la coordination éditoriale jusqu'en septembre, et cinq personnes collecteront les nouvelles (Amanda Leinberger, Aminata Kay, Joy E Rowe, Normand Charbonneau, Valentina Rojas). Andreas Nef continuera à assurer le support informatique, et les équipes de traduction en français (Christine Martinez, Dinza Tang Irmi, Françoise Watel et Annick Yonga) et en espagnol (Paloma Beneito Arias, Blanca Bazaco Palacios et Nilda Lopez) poursuivront le travail laborieux de conversion linguistique.

Ce fut un privilège de partager des articles, des questions et des commentaires avec les lecteurs pendant toutes ces années. J'ai non seulement beaucoup appris sur ce qui se passait dans le monde, mais j'ai également acquis une nouvelle appréciation de la liberté et de l'impartialité de la presse. Sans des rapports de presse solides et clairvoyants, l'actualité ne serait pas possible. À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai, l'ICA a publié un communiqué de presse rédigé par SAHR pour soutenir nos collègues journalistes. Voir le communiqué :

En anglais : <https://www.ica.org/en/world-press-freedom-day-3-may-2023>

En français : <https://www.ica.org/fr/journee-mondiale-de-la-liberte-de-la-presse-3-mai-2023>

En espagnol : <https://www.ica.org/es/dia-mundial-de-la-libertad-de-prensa-3-de-mayo-de-2023>

Je remercie sincèrement les nombreuses personnes qui ont apporté leur soutien aux *Nouvelles*, y compris les traducteurs d'hier et d'aujourd'hui qui ne se sont jamais plaints de la difficulté de la langue, les personnes qui ont envoyé des suggestions d'articles à inclure, les personnes qui se sont plaintes de la couverture et, surtout, les lecteurs. J'attends avec impatience de voir l'évolution des *Nouvelles*. Je vous lirai chaque mois !

Nouvelles de la SAHR.

La prochaine « Conférence du premier mardi » aura lieu le 6 juin à 16 heures (heure d'Europe centrale). Il s'agira d'une réflexion sur le groupe de travail/section au cours des vingt dernières années et sur l'évolution du domaine des archives et des droits de l'homme. Le directeur exécutif de l'ICA, Carlos Serrano Vasquez, animera un panel composé de Josée Kirps, présidente de l'ICA, Graham Dominy, Antonio Gonzalez Quintana et Trudy Huskamp Peterson.

Au nom de l'ICA, SAHR a répondu à l'appel à commentaires du rapporteur spécial des Nations unies sur les formes contemporaines d'esclavage, plus particulièrement la question des "nouvelles technologies destinées à faciliter et à prévenir les formes contemporaines d'esclavage". La réponse peut être consultée à l'adresse suivante :

[HCDH | Appel à contributions pour le rapport sur «l'utilisation de la technologie pour faciliter et prévenir les formes contemporaines d'esclavage» \(ohchr.org\)](#)

Nouvelles internationales.

Chambres spécialisées du Kosovo. Le procès de l'ancien président du Kosovo, Hashim Thaci, et de trois autres anciens chefs de guérilla s'est ouvert. L'accusation a "montré à la cour des communiqués et des ordres d'arrestation de l'UCK [Armée de libération du Kosovo]" ainsi que des "séquences vidéo de déclarations des années 1990" et des "documents trouvés au domicile de certains des accusés" pour faire valoir que les accusés avaient "une responsabilité individuelle et de commandement pour des crimes qui ont été principalement commis contre des prisonniers", y compris "les meurtres de 102 personnes et la disparition forcée de 20 autres", d'après *BIRN*.

<https://balkaninsight.com/2023/04/03/kosovo-guerrilla-leaders-orders-show-war-crimes-guilt-trial-told/>

Nations Unies. Le rapport 2023 du Fonds des Nations Unies pour la population a été publié. Il "examine les mythes selon lesquels le nombre trop élevé de nouveau-nés serait responsables de la population mondiale de huit milliards d'habitants, et constate que le vrai problème réside dans l'incapacité des femmes à faire leurs propres choix en matière de procréation". Huit pays représenteront la moitié de la croissance prévue de la population mondiale d'ici à 2050 : la République démocratique du Congo, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Inde, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines et la Tanzanie. Le rapport s'appuie sur de nombreuses données provenant de sources des Nations unies, notamment l'Organisation mondiale de la santé, l'ONU Femmes, l'UNICEF, la Division des statistiques des Nations unies, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, la Division de la population des Nations unies, l'UNESCO et le Fonds des Nations unies pour la population.

[SWP Rapport 2023 | Fonds des Nations Unies pour la population \(unfpa.org\)](#)

Le projet de l'Organisation internationale pour les migrations sur les migrants disparus "a documenté 1433 décès en 2022, nombre le plus élevé depuis le début du projet en 2014". L'OIM a annoncé qu'elle lançait le premier réseau sur les migrants disparus dans les Amériques "pour créer une communauté de connaissances et de travail qui partage des données actualisées et fiables sur les migrants disparus afin de contribuer à une politique fondée sur des données probantes." Le réseau prévoit de relier "les organisations de la société civile, les institutions gouvernementales, les journalistes et d'autres acteurs clés".

[SWP Rapport 2023 | Fonds des Nations Unies pour la population \(unfpa.org\)](#)

Voir également le récit d'un bateau avec 43 hommes morts trouvé près de l'île de Tobago dans les Caraïbes. Tous les hommes semblent avoir embarqué en Mauritanie.

[Les espoirs d'une vie en Europe s'échouent dans les Caraïbes | AP News](#)

En avril, le groupe de travail du Conseil des droits de l'homme sur la détention arbitraire a publié un "avis" adopté lors de sa réunion de novembre 2022 concernant Zayn al-Abidin Muhammad Husayn (Abu Zubaydah), un Palestinien arrêté au Pakistan en mars 2002 et détenu aujourd'hui par les États-Unis dans leur prison de Guantanamo, à Cuba. Citant des documents américains relatifs à cette affaire, le groupe de travail a estimé que la privation de liberté d'Abu Zubaydah était contraire à la fois à la Déclaration universelle des droits de l'homme et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et a demandé instamment sa libération, assortie d'un "droit exécutoire à une indemnisation et à d'autres réparations". Outre les États-Unis, le groupe de travail a cité les responsabilités annexes de la Thaïlande, de la Pologne, du Maroc, de la Lituanie, de l'Afghanistan et du Royaume-Uni.

<https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/detention-wg/opinions/session95/A-HRC-WGAD-2022-66-Advance-Edited-Version.pdf>

Actualités mondiales/générales.

Économie. La fracturation est le processus par lequel des fluides sont injectés sous terre à haute pression pour fissurer "les couches de charbon et les roches de schiste, permettant au gaz et au pétrole piégés dans la roche de remonter à la surface". Les chercheurs qui étudient l'industrie pétrolière et gazière en Californie et au Texas ont utilisé les données du FracFocus Chemical Disclosure Registry, auquel 23 États américains demandent aux compagnies pétrolières et gazières d'envoyer des informations sur "l'emplacement des puits, les opérateurs et les masses de chaque produit chimique utilisé dans les fluides de fracturation". Ils ont constaté et rapporté dans *The Conversation* que de 2014 à 2021, 62 % à 73 % des fracturations signalées chaque année utilisaient au moins un produit chimique que la loi [fédérale américaine] sur la salubrité de l'eau potable reconnaît comme préjudiciable à la santé humaine et à l'environnement.

https://theconversation.com/companies-that-frack-for-oil-and-gas-can-keep-a-lot-of-information-secret-but-what-they-disclose-shows-widespread-use-of-hazardous-chemicals-193915?utm_medium=email&utm_campaign=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20April%203%202023%20-%202588726033%20NO%20HIGHLIGHTS&utm_content=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20April%203%202023%20-%202588726033%20NO%20HIGHLIGHTS+CID_aeb0ee41d65a67e52274b385810ee98f&utm_source=campaign_monitor_us&utm_term=Companies%20that%20frack%20for%20oil%20and%20gas%20can%20keep%20a%20lot%20of%20information%20secret%20but%20what%20they%20disclose%20shows%20widespread%20use%20of%20hazardous%20chemicals

L'Union européenne interdit l'utilisation de certains pesticides. *Lighthouse Reports*, *Reporter Brasil* et quatre autres "partenaires médiatiques mondiaux" ont examiné des projets financés par des banques publiques de développement et, en "combinant les traces écrites et les rapports sur le terrain" (y compris les "rapports d'évaluation de l'impact sur l'environnement spécifiques au projet"), ont découvert que des pesticides interdits dans l'Union européenne étaient utilisés dans des projets financés par la banque néerlandaise FMO pour des exploitations d'eucalyptus au Paraguay, par des prêts de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement pour la culture du coton en Ouzbékistan et par l'Agence française de développement de plantations d'hévéas au Ghana. *Le Guardian* rapporte que "des documents du ministère brésilien de l'agriculture obtenus grâce à une demande fondée sur la liberté d'accès à l'information révèlent qu'un fongicide fabriqué par [l'entreprise allemande] BASF et basé sur [...] un produit chimique interdit dans l'UE, a été pulvérisé sur deux plantations de sucre qui approvisionnent Nestlé". L'organe de l'UE chargé de réglementer les pesticides a déclaré que "l'exportation de pesticides interdits serait progressivement supprimée", sans toutefois fixer de date.

<https://www.lighthousereports.com/investigation/europes-funding-of-eu-banned-pesticides/>
https://www.theguardian.com/world/2023/apr/25/eu-firms-accused-of-abhorrent-export-of-banned-pesticides-to-brazil?utm_source=substack&utm_medium=email

Une enquête de neuf mois menée par 140 journalistes dans 27 pays, dans le cadre du Consortium international des journalistes d'investigation, "a utilisé des données pour exposer les failles de centaines de déclarations écologiques d'entreprises de produits forestiers". Les chercheurs ont "examiné près de 2000 études de cas concernant 410 entreprises soupçonnées d'avoir commis des violations de l'environnement dans au moins 50 pays", en passant en revue "des rapports d'organisations environnementales, de groupes de défense des droits de l'homme et d'autorités locales, des dossiers judiciaires, des bases de données de certificats verts, des données commerciales et des rapports d'audit". Ils ont qualifié le rapport de "journalisme de données".

https://www.icij.org/investigations/deforestation-inc/how-we-used-data-to-expose-flaws-in-hundreds-of-green-claims-by-forest-products-companies/?utm_source=ICIJ&utm_campaign=073464218d-20230419_WeeklyEmail&utm_medium=email&utm_term=0_992ecfdbb2-073464218d-83815091

"Entre 2019 et 2022, des groupes d'employés de Tesla ont partagé en privé via un système de messagerie interne des vidéos et des images parfois très intrusives enregistrées par les caméras des voitures des clients, selon des entretiens menés par *Reuters* avec neuf anciens employés."

https://www.reuters.com/technology/tesla-workers-shared-sensitive-images-recorded-by-customer-cars-2023-04-06/?utm_source=Sailthru&utm_medium=Newsletter&utm_campaign=Daily-Briefing&utm_term=040723

Le fabricant d'e-cigarettes Juul a réglé l'affaire qui l'opposait à six États américains et à la ville de Washington, DC, pour "son rôle présumé dans l'augmentation récente et significative du vapotage chez les jeunes". Dans le cadre de ce règlement, Juul est tenu de "divulguer un certain nombre de documents

jusqu'à secrets, qui seront conservés dans des archives universitaires", d'après *STAT*. Le nom des archives n'a pas été divulgué et "le règlement prévoit un long processus d'examen pour Juul et l'État afin de déterminer si certains documents doivent être expurgés ou retirés de la consultation aux archives".

https://www.statnews.com/2023/04/12/juul-settlement-documents/?utm_campaign=morning_rounds&utm_medium=email&hsmi=254114330&hsenc=p2ANqtz-9CXXrLaKrv1n0JpR_nV_Tp9qH81g4dTkLIHcr71E5FrSimTXN_RAah6SRfDHv3TmDpYLjAGn8uz8vbP83pZbLD-fvqg&utm_content=254114330&utm_source=hs_email

Le bureau du commissaire à l'information du Royaume-Uni a infligé une amende de 12,7 millions de livres à TikTok pour avoir permis à "jusqu'à 1,4 million d'enfants britanniques âgés de moins de 13 ans d'utiliser la plateforme en 2020", a rapporté *BBC News*, "TikTok collectant et utilisant leurs données personnelles" sans le consentement de leurs parents.

<https://www.bbc.com/news/uk-65175902>

"Un tribunal brésilien a ordonné mercredi la suspension temporaire dans le pays de l'application de messagerie cryptée Telegram jusqu'à ce qu'elle se conforme à une ordonnance de partage d'informations sur les groupes extrémistes et néo-nazis utilisant la plateforme", selon *Reuters*.

[https://www.reuters.com/technology/brazil-court-suspends-telegram-not-complying-with-order-neo-nazi-groups-2023-04-26/#:~:text=BRASILIA%2C%20April%2026%20\(Reuters\),Nazi%20groups](https://www.reuters.com/technology/brazil-court-suspends-telegram-not-complying-with-order-neo-nazi-groups-2023-04-26/#:~:text=BRASILIA%2C%20April%2026%20(Reuters),Nazi%20groups)

Toujours au Brésil, la société britannique Serabi Gold "a extrait de l'or dans la forêt amazonienne sans l'autorisation de l'agence foncière brésilienne ni le consentement des communautés indigènes voisines", d'après *le Guardian*. En arrière-plan se trouvent deux hommes, des partenaires qui, selon l'agence foncière gouvernementale Incra, "ont revendiqué sans autorisation une parcelle ..." qui est maintenant exploitée par Serabi. L'un des hommes a déclaré qu'il possédait "d'anciens documents de propriété" et Serabi a déclaré qu'elle disposait de "tous les permis requis" pour son exploitation et qu'elle paierait "le détenteur du titre approprié dès que le titre sera officiellement confirmé".

https://www.theguardian.com/environment/2023/apr/18/uk-company-mining-gold-in-amazon-on-disputed-land-brazil?t=U8SdiCaMGg95diji_Jb_Dg&s=09

Liberté de la presse. Le Comité pour la protection des journalistes a publié un rapport examinant la réponse de l'Union européenne aux "menaces telles que les assassinats de journalistes, les contrôles des médias liés aux pandémies, les logiciels espions et la guerre en Ukraine". Le rapport résume : "Souvent, la portée et l'efficacité des actions de l'UE en faveur de la liberté de la presse reflètent l'écart entre le récit fondé sur les valeurs que l'UE prétend porter et la réalité de la façon dont l'organisation et ses États membres poursuivent leurs intérêts". Les sources citées sont des rapports publiés et des entretiens.

<https://cpj.org/reports/2023/04/fragile-progress-the-struggle-for-press-freedom-in-the-european-union/>

Dossiers médicaux. Dans un article paru dans *Nature*, une équipe de recherche a indiqué avoir "quantifié les avantages potentiels pour la santé humaine et l'économie" de la protection des territoires indigènes en Amazonie "en utilisant les cas de maladies cardio-vasculaires et respiratoires, les données sur les polluants et le couvert forestier" de 2010 à 2019. "Nos estimations indiquent qu'en protégeant les territoires autochtones d'Amazonie, plus de 15 millions de cas de maladies respiratoires et cardiovasculaires pourraient être évités chaque année, ce qui représenterait une économie de 2 milliards de dollars uniquement en termes de coûts de santé. Le rapport comprend de nombreuses cartes et une analyse des sources, principalement du gouvernement brésilien et de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) des États-Unis.

<https://www.nature.com/articles/s43247-023-00704-w#Sec11>

Migrations. "Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont rapporté vendredi que plus de 100 000 réfugiés et migrants ont traversé la jungle du Darien au cours des trois premiers mois de cette année", selon *teleSUR*. D'après les statistiques panaméennes, cela représente six fois le nombre de personnes arrivées au Panama au cours

des trois premiers mois de l'année 2022. La brèche du Darien reliant la Colombie et le Panama est empruntée par les migrants qui se rendent en Amérique centrale, puis au Mexique et aux États-Unis.

https://www.telesurenglish.net/news/Record-Alert-100-000-Refugees-On--Panama-Colombia-Border-20230414-0015.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=8

Archives religieuses. Le procureur de l'État américain du Maryland a publié un rapport de 463 pages basé sur quatre années d'enquête concernant les abus sexuels commis sur des enfants par des membres du clergé de l'Église catholique, a rapporté *NBC News*. L'État a constaté qu'au cours des 60 dernières années, "on connaît 600 cas d'enfants abusés par les 156 personnes mentionnées dans ce rapport, mais le nombre est probablement beaucoup plus élevé". Le rapport est "basé sur des centaines de milliers de documents et sur les récits inédits de centaines de survivants".

<https://www.nbcnews.com/news/us-news/maryland-ag-documents-widespread-sexual-abuse-least-600-victims-baltim-rcna78378>

Technologie. Whisper est un "outil de reconnaissance vocale offrant une transcription audio et une traduction en anglais pour des dizaines de langues", selon *Context*. Les Māori, autochtones de Nouvelle-Zélande, s'inquiètent du fait que l'application a été formée à partir de 1381 sources en langue Māori extraites du web. Karaitiana Taiuru, un éthicien Māori, a déclaré : "Les données sont comme nos terres et nos ressources naturelles. Si les peuples indigènes n'ont pas la souveraineté sur leurs propres données, ils seront simplement recolonisés dans cette société de l'information."

https://www.context.news/ai/nz-us-indigenous-fear-colonisation-as-bots-learn-their-languages?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-dataveillance

Seconde Guerre mondiale. Les musées allemands utilisent les registres des prêteurs sur gages pour retrouver les objets en argent confisqués par les nazis et aujourd'hui conservés dans les musées, afin de les restituer aux héritiers des anciens propriétaires, d'après le *New York Times*. En 1939, les Juifs devaient "remettre leurs bijoux, leur or, leur argent et d'autres objets à 66 prêteurs sur gages en Allemagne". Un conservateur du musée national bavarois a déclaré : "La plupart de l'argent volé est passé des prêteurs sur gages à des entreprises spécialisées dans la fonte de l'argent. Rien qu'à Munich, environ 10 tonnes de bijoux et de métaux précieux ont été enregistrées". La recherche des héritiers nécessite l'utilisation de plusieurs fonds d'archives et bases de données et peut prendre des années.

<https://artdaily.cc/news/156195/Not-Picassos--but-still-precious--Museums-return-silver-lost-to-the-Nazis#.ZE68hjzMJD8>

"Le Musée serbe des victimes du génocide a déclaré avoir obtenu une liste contenant les noms et les coordonnées de 5 800 enfants serbes sauvés des camps de la mort d'Ustasa dans l'État indépendant de Croatie, allié des nazis, a rapporté BIRN. Cette liste a été établie au cours du second semestre de 1942 par l'humanitaire autrichienne Diana Budisavljevic "qui a œuvré en faveur des enfants dans les camps où des Serbes, des Juifs, des Roms et des antifascistes ont été détenus pendant la Seconde Guerre mondiale". La liste "contenait les noms et prénoms des enfants, leurs parents, la date et le nom du camp d'où ils ont été sauvés, ainsi que l'âge et l'identité de leurs parents adoptifs croates". Le musée n'a pas révélé comment il avait obtenu la liste ; le journal de Budisavljevic indique que "les autorités communistes de l'après-guerre ont confisqué toutes ses archives en mai 1945".

<https://balkaninsight.com/2023/04/21/serbia-finds-list-of-5800-children-saved-from-croat>

Actualités bilatérales et multilatérales

Cameroun/France. "La commission d'historiens chargée par [le président français] Emmanuel Macron d'enquêter sur l'action de la France pendant la colonisation au Cameroun a commencé ses travaux. Plusieurs voix s'interrogent sur le contexte de cette recherche et sa finalité", a rapporté *France Info* à la mi-mars. "Dans son rapport, la commission devra faire des recommandations, comme cela a été fait pour l'Algérie ou le Rwanda. Quelle est la suite des événements ? Pour l'instant, l'heure n'est pas aux réparations, mais [le chanteur camerounais] Blick Bassy y pense. Indemnisation, funérailles nationales, stèles...", suggère-t-il. Il faut se réapproprier cette mémoire et construire enfin un récit national". Merci à Christine Martinez pour le lien.

https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/cameroun/guerre-du-cameroun-l-ouverture-des-archives-suffira-t-elle-a-faire-la-lumiere-sur-les-responsabilites-de-la-france_5714876.html

République démocratique du Congo/Rwanda. Se référant au conflit persistant à la frontière entre le Rwanda et le Congo, le président rwandais Paul Kagame a déclaré : "Les frontières tracées à l'époque coloniale ont divisé nos pays. Une grande partie du Rwanda a été laissée à l'extérieur, dans l'est du Congo, dans le sud-ouest de l'Ouganda, etc. Et ces gens ont été privés de leurs droits." Un historien congolais a rétorqué : "Si l'on remonte à la première carte de la région ... de 1885, c'est le Congo qui a des terres à reprendre au Rwanda et non l'inverse." L'historien belge Gillian Mathys a fait remarquer que les trois cartes coloniales "à l'origine de l'ambiguïté ... avaient été dessinées par des Européens qui n'avaient connaissance que d'un lac à un emplacement approximatif ; aucun Européen n'avait mis les pieds dans la région du Kivu [à la frontière actuelle] avant 1894", a rapporté *African Arguments*.

<https://africanarguments.org/2023/05/lines-through-the-lake-why-the-congo-rwanda-border-cant-be-redrawn/>

Salvador/États-Unis. Les États-Unis ont arrêté l'ancien colonel de l'armée salvadorienne Roberto Antonio Garay Saravia pour "assistance ou participation à des exécutions extrajudiciaires et fausse déclaration intentionnelle de ce fait matériel dans sa demande d'immigration", d'après *El Faro*. Le communiqué de presse du gouvernement américain annonçant l'arrestation indique qu'il était commandant d'une unité accusée de plusieurs crimes de guerre majeurs, notamment le massacre d'El Mozote en décembre 1981 et le massacre d'El Calabozo en août 1982. Une source américaine, sous couvert d'anonymat, a déclaré que le rôle de Garay Saravia à El Mozote "n'est toujours pas clair" parce que l'information se trouve dans les dossiers militaires du Salvador", qui sont fermés à la communication depuis les années 80, et que l'administration du [président du Salvador] Nayib Bukele a refusé d'ouvrir, revenant sur la promesse qu'il les divulguerait de "A à Z". Pour plus d'informations, voir *SAHR News* 2021-04, 05.

[https://elfaro.net/en/202304/el_salvador/26798/US-Arrests-One-of-the-Army-Officers-Accused-of-the-El-Mozote-](https://elfaro.net/en/202304/el_salvador/26798/US-Arrests-One-of-the-Army-Officers-Accused-of-the-El-Mozote-Massacre.htm?utm_source=El+Faro_EN+DB&utm_campaign=6c55306caf-Massacre.htm?utm_source=El+Faro_EN+DB&utm_campaign=6c55306caf-)

[Massacre.htm?utm_source=El+Faro_EN+DB&utm_campaign=6c55306caf-](https://elfaro.net/en/202304/el_salvador/26798/US-Arrests-One-of-the-Army-Officers-Accused-of-the-El-Mozote-Massacre.htm?utm_source=El+Faro_EN+DB&utm_campaign=6c55306caf-Massacre.htm?utm_source=El+Faro_EN+DB&utm_campaign=6c55306caf-)

[EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08https://scrippsnews.com/stories/exclusive-ice-arrests-salvadoran-man-wanted-for-war-](https://scrippsnews.com/stories/exclusive-ice-arrests-salvadoran-man-wanted-for-war-crimes/&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-6c55306caf-363082696)

[crimes/&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-6c55306caf-363082696](https://scrippsnews.com/stories/exclusive-ice-arrests-salvadoran-man-wanted-for-war-crimes/&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-6c55306caf-363082696)

<https://scrippsnews.com/stories/exclusive-ice-arrests-salvadoran-man-wanted-for-war-crimes/>

France/Syrie. Le 29 mars, "les juges d'instruction du pôle crimes de guerre du tribunal judiciaire de Paris ont ordonné la mise en examen devant le tribunal correctionnel de Paris de trois hauts responsables du régime syrien : Ali Mamlouk, Jamil Hassan et Abdel Salam Mahmoud, pour complicité de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre" dans la disparition et la mort de Mazzen et Patrick Dabbagh (père et fils). Au cours de la procédure, le Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression avait "apporté son soutien lors du procès en fournissant plusieurs témoignages et témoins ainsi que des chaînes de commandement complètes détaillant la structure des services de renseignement de l'armée de l'air syrienne" au moment de la disparition en novembre 2013. La famille a reçu des certificats de décès en juillet 2018, indiquant que Patrick est mort en janvier 2014 et Mazzen en novembre 2017. "En l'absence des accusés sur le territoire français », le procès se tiendra probablement par contumace.

[Syrie/Affaire Dabbagh - La justice française ordonne le procès d'Ali Mamlouk, Jamil Hassan et Abdel Salam Mahmoud \(fidh.org\)](https://www.fidh.org/fr/syrie/affaire-dabbagh-la-justice-francaise-ordonne-le-proces-d-ali-mamlouk-jamil-hassan-et-abdel-salam-mahmoud)

Gambie/Suisse. L'ancien ministre de l'intérieur de la Gambie, Ousman Sonko, a été inculpé en Suisse pour crimes contre l'humanité, notamment pour "meurtre d'un opposant politique présumé en 2000, actes de violence sexuelle commis entre 2000 et 2002 ainsi qu'en 2005, participation à des actes de torture" et autres. Sonko est détenu en Suisse. Outre les plaintes déposées par les victimes et les témoignages de "dizaines de témoins", le rapport final de la commission vérité de Gambie a montré que Sonko était "l'un des principaux auteurs de violations des droits de l'homme". Les documents de la commission sont pertinents pour l'affaire.

[Ousman Sonko, ancien ministre de l'Intérieur gambien, bientôt jugé en Suisse pour crimes contre l'humanité - TRIAL International](https://www.trialinternational.org/fr/ousman-sonko-ancien-ministre-de-linterieur-gambien-bientot-juste-en-suisse-pour-crimes-contre-lhumanite)

Allemagne/Israël. Le ministre allemand de l'Intérieur a annoncé que "l'Allemagne a nommé une commission de huit personnes pour réévaluer l'attaque contre les athlètes israéliens et les membres de l'équipe lors des Jeux olympiques de Munich en 1972, afin de répondre aux questions non résolues", d'après *Haaretz*. L'Allemagne a convenu avec les familles des athlètes assassinés "d'une réévaluation des événements par une commission d'historiens allemands et israéliens, de l'ouverture des dossiers

conformément à la loi, de la classification et de l'acceptation de la responsabilité politique ... et de l'octroi d'une reconnaissance supplémentaire".

<https://www.haaretz.com/israel-news/2023-04-21/ty-article/germany-appoints-commission-to-re-appraise-1972-munich-olympics-attack/00000187-a28f-d4f0-abb7-f2eff6020000>

Japon/Corée du Sud. Le tribunal de district de Daejeon, en Corée du Sud, a approuvé la "saisie de quatre brevets de [la société japonaise] Mitsubishi Heavy basés en Corée du Sud ... à la demande de deux victimes survivantes et des familles de deux autres victimes du travail forcé qui sont décédées", d'après *Bloomberg*. Les Coréens ont été forcés de travailler dans les mines et les usines japonaises pendant l'occupation de la Corée par le Japon entre 1910 et 1945. Pour plus d'informations, voir *SAHR News* 2022-07.

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-04-06/south-korean-court-ups-mitsubishi-patent-seizures-in-labor-case?leadSource=verify%20wall>

Guerre en Ukraine. *Reuters* a rapporté que le Federal Bureau of Investigation des États-Unis travaille avec les autorités ukrainiennes pour analyser "les informations des téléphones portables, les analyses médico-légales des échantillons d'ADN, ainsi que l'analyse des parties du corps prélevées sur le champ de bataille" afin d'obtenir des informations de géolocalisation et d'autres éléments de preuve de crimes de guerre.

https://www.reuters.com/world/fbi-working-with-us-companies-collect-war-crime-evidence-ukraine-2023-04-26/?utm_source=Sailthru&utm_medium=Newsletter&utm_campaign=Daily-Briefing&utm_term=042623

"Des preuves de plus en plus nombreuses suggèrent que les forces russes volent systématiquement des œuvres d'art et des objets culturels en Ukraine", d'après *NBC News*. Une équipe de la Smithsonian Institution des États-Unis a utilisé une base de données de plus de 28 000 sites culturels en Ukraine, l'imagerie thermique de la NASA et des photos de satellites commerciaux pour vérifier les dégâts. Au musée d'art régional de Kherson, la directrice, Alina Dotsenko, "a fait des copies de sauvegarde de l'inventaire électronique de la collection du musée et a retiré toute trace de cet inventaire du bâtiment". Mais un ancien collègue, a-t-elle appris plus tard, en avait également fait une copie et l'avait donnée aux Russes". Par la suite "une équipe de Russes armés en civil ... a emporté plus de 11 000 œuvres d'art". Merci à Vitor Fonseca pour le lien.

<https://www.nbcnews.com/news/world/russia-stealing-art-ukraine-nazi-level-world-war-2-rcna77879>

Nouvelles nationales

Bahamas. "Les Bahamas subissent une vague de violence sexiste, écrit le *Nassau Guardian*. Le Centre de crise des Bahamas a publié un communiqué indiquant que "les statistiques des Bahamas révèlent une augmentation de 50 % des signalements de maltraitance d'enfants, en plus des rapports de police faisant état d'une augmentation de 34 % des délits sexuels signalés en 2022 par rapport à 2021".

https://thenassauguardian.com/groups-decry-gender-based-violence/?utm_source=substack&utm_medium=email

Brésil. Stuart Edgar Angel Jones avait la double nationalité (brésilienne et américaine) et était membre du groupe extrémiste Movimento Revolucionário 8 de Outubro (MR-8). Il a disparu le 14 mai 1971 et est mort en détention sur une base aérienne deux jours plus tard. Une "vente aux enchères virtuelle" a annoncé qu'elle proposait une lettre décrivant les tortures subies par Angel Jones, selon *Globo*. Le document, signé par une personne se présentant comme un responsable militaire ayant assisté à la torture, avait été trouvé et acheté dans un "marché aux puces" traditionnel à Rio ; l'acheteur l'avait confié à une maison de vente aux enchères. Hildegard Angel, la sœur du disparu, "a réussi à suspendre la vente aux enchères avec l'aide d'avocats" et a obtenu la lettre. "Maintenant, la priorité est de découvrir si elle est authentique", a déclaré *News Weber*, car le document comporte plusieurs éléments étranges. Selon l'archiviste brésilien et président de la SAHR, Vitor Fonseca, la lettre ne contient "aucune nouvelle information - tout ce qui est rapporté était déjà connu". Merci à lui pour l'article et le lien.

oglobo.globo.com/cultura/noticia/2023/03/retirado-de-leilao-documento-que-teria-confissao-de-militar-sobre-tortura-a-stuart-angel-mobiliza-historiadores.ghtml;

<https://newsweber.com/familia-de-stuart-angel-vai-periciar-suposto-documento-sobre-tortura/>

Burkina Faso. Le gouvernement a expulsé les correspondants des journaux français *Le Monde* et *Libération*, selon *l'AFP*. "La publication, le 27 mars, d'une enquête de *Libération* sur les circonstances dans lesquelles a été filmée une vidéo montrant des enfants et des adolescents exécutés dans une caserne militaire par au moins un soldat a manifestement fortement déplu à la junte au pouvoir au Burkina Faso". Le porte-parole du gouvernement a qualifié ces informations de "manipulations déguisées en journalisme".

<https://www.theguardian.com/world/2023/apr/02/burkina-faso-expels-reporters-from-two-french-newspapers>

Voir aussi : [Burkina Faso : l'ONU s'inquiète des nouvelles restrictions sur les médias | ONU Info \(un.org\)](#)

Chili. Alors que le gouvernement s'apprête à clarifier les circonstances dans lesquelles des personnes ont été détenues et ont disparu de force pendant les 17 années de dictature, l'Association des parents de détenus-disparus a souligné "la nécessité d'exiger une participation active des forces armées chiliennes, qui sont très discrètes, et de réformer le Service médical légal (SML), qui est chargé des analyses médico-légales", a rapporté *le Guardian*. "Le SML a été accusé d'une série de graves erreurs, notamment d'avoir mal géré 89 boîtes contenant des preuves datant de l'époque de la dictature, y compris des restes humains non identifiés. En février, une enquête a révélé que les boîtes avaient été négligemment laissées dans un sous-sol humide de l'université pendant deux décennies, où elles ont été endommagées par l'eau et la moisissure. Le SML les a déplacées en 2019, mais n'a toujours pas effectué l'examen médico-légal en attente."

https://www.theguardian.com/world/2023/apr/17/chile-families-search-disappeared-pinochet?utm_source=substack&utm_medium=email

Chine. La Chine utilise des caméras fabriquées par Hikvision pour surveiller la population ; le gouvernement chinois détient plus de 40 % de l'entreprise. "En 2019, d'après *The Intercept*, face aux sanctions croissantes des États-Unis, Hikvision a commandé un examen des droits de l'homme de ses cinq plus grands projets de police au Xinjiang, le territoire de la région autonome ouïghoure. Elle a engagé Pierre-Richard Prosper, ancien ambassadeur itinérant des États-Unis pour les crimes de guerre, pour mener cet examen. Le résultat en est resté secret jusqu'à ce que Prosper en parle lors d'une conférence organisée par Hikvision à Sydney, en Australie. Selon *The Intercept*, qui a récupéré un enregistrement de la conférence "Prosper et son équipe ont reçu pour examen environ 15 000 pages de documents et en ont lu environ 5 000 "ligne par ligne", d'après ses déclarations. Les contrats étaient explicites quant à leur utilisation contre les communautés ouïghoures, par exemple dans le comté de Moyu, qui compte plus d'un demi-million d'habitants dans le sud-ouest du Xinjiang". *The Intercept* a également obtenu au moins un contrat Hikvision, confirmant les remarques déjà divulguées.

https://theintercept.com/2023/04/21/hikvision-leaked-tape-uyghur-surveillance/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Voir également l'article sur Hikvision publié par *Wired* :

<https://www.magzter.com/stories/science/WIRED/WHO-WATCHES-THE-WATCHERS> (version payante)

Le tribunal populaire intermédiaire de Zuzhou, dans la province de Jiangsu, a condamné six personnes à une peine de prison "pour leur rôle dans la traite des êtres humains et l'abus d'une femme dont l'apparition dans une vidéo en ligne la montrant enchaînée par le cou a déclenché un tollé public", selon *CNN*. Pour plus d'informations, voir *SAHR News* 2022-02.

https://www.cnn.com/2023/04/08/asia/chinese-woman-chained-torture-intl-hnk/index.html?utm_term=1681119047631f01f6df35189&utm_source=cnn_Meanwhile+in+China+-+04.10.2022&utm_medium=email&bt_ee=HIDqgVF%2BeoRB1IeG210UFJEkqoeDgxNcchIoNwCB38Si2yaBIZ90BKKTxCb6dEVY&bt_ts=1681119047640

République démocratique du Congo. Un quart des effectifs de la fonction publique de l'État est constitué de faux employés, d'après *Anadolu Ajansi*. Merci à Christine Martinez pour le lien. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/rdc-le-quart-du-fichier-de-paie-des-fonctionnaires-de-l-etat-est-constitu%C3%A9-de-faux-agents-igf/2883423>

Égypte. Le gouvernement et une société privée britannique, Academic Assessment Ltd, ont publié en ligne 356 797 dossiers concernant plus de 72 000 enfants pendant au moins huit mois, a déclaré Human Rights Watch. Les données ont été collectées lorsque les enfants ont passé le test scolaire égyptien entre septembre 2020 et décembre 2022. Les données mises en ligne comprenaient non seulement les noms et le niveau scolaire, mais aussi des copies de passeports ou de cartes d'identité nationales. Il est inquiétant

de constater que, dans le cas de 110 enfants, les données les identifiaient par leur nom "comme ayant une forme de handicap".

<https://www.hrw.org/news/2023/04/19/egypt-data-tens-thousands-students-compromised>

Salvador. Amnesty International a publié un rapport cinglant, affirmant que "les autorités salvadoriennes ont systématiquement commis de graves violations des droits de l'homme depuis que l'état d'urgence et de nombreux amendements législatifs ont été approuvés en mars 2022, soi-disant pour lutter contre les gangs". Selon Amnesty, le gouvernement a été à l'origine de "la détention arbitraire et de l'emprisonnement de plus de 66 000 personnes en un temps record". Amnesty International a recensé une cinquantaine de cas dans lesquels elle a pu identifier un schéma de détention et d'emprisonnement arbitraires à grande échelle. Il s'agit notamment de détentions fondées sur des accusations anonymes présumées, sur le fait d'être tatoué ou d'avoir un casier judiciaire quelconque. L'organisation a également documenté la tenue d'audiences accélérées, pour la plupart virtuelles, au cours desquelles un juge, dont l'identité n'est pas divulguée, peut juger simultanément jusqu'à 500 personnes ne disposant de pratiquement aucune preuve les impliquant dans la commission d'un délit. CrisisWatch a rapporté que le ministre de la sécurité publique Gustavo Villatoro a annoncé le 17 avril que "les autorités avaient arrêté 67467 personnes pour appartenance à un gang depuis l'instauration [de l'état d'urgence]".

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/04/el-salvador-state-emergency-systematic-human-rights-violations/>

<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Guatemala. *El Faro* a publié une interview de l'ancien juge guatémaltèque Miguel Angel Galvez, aujourd'hui en exil. Il a été le juge de l'affaire historique du "dossier de l'escadron de la mort", parmi d'autres procédures judiciaires sensibles, mais il a déclaré que "le dossier de l'escadron de la mort a attiré l'attention de certains éléments de l'armée, et c'est celui qui m'a poussé à quitter le pays". L'affaire, a-t-il dit, est en train d'être "démantelée". Pour plus d'informations, voir *SAHR News* 2022-07.

<https://elfaro.net/en/202304/centroamerica/26801/%E2%80%9CWith-the-Death-Squad-Dossier-I-understood-that-Guatemala-is-designed-for-impunity%E2%80%9D.htm>

<https://www.wola.org/analysis/guatemala-death-squad-dossier-case-dismantled-corrupt-political-legal-system/?emci=7187c2ad-bdd4-ed11-8e8b-00224832eb73&emdi=872faa19-44d5-ed11-8e8b-00224832eb73&ceid=8788546>

Iraq. Le Comité des Nations Unies sur les disparitions forcées a publié son rapport final sur sa visite en Iraq en novembre 2022. Il a notamment constaté que "plus de 17 institutions des autorités de l'État ont des responsabilités liées aux disparitions" et que chacune d'entre elles figure dans un registre ou une base de données, mais que ceux-ci ne sont pas interconnectés. Le Comité a écrit que "l'inexistence de données fiables doit être traitée de toute urgence" et a exhorté l'Iraq à "établir un registre national consolidé de tous les cas de disparition dans le pays depuis 1968". A cette fin, les informations provenant des différentes sources doivent être compilées et systématisées". En outre, le registre "devrait être accessible à toutes les personnes ayant un intérêt légitime, en garantissant la protection des informations personnelles et des données sensibles".

[https://news.un.org/en/story/2023/04/1135342?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=707e63a2cb-](https://news.un.org/en/story/2023/04/1135342?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=707e63a2cb-EMAIL_CAMPAIGN_2023_04_05_12_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-707e63a2cb-%5BLIST_EMAIL_ID%5D)

[EMAIL_CAMPAIGN_2023_04_05_12_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-707e63a2cb-%5BLIST_EMAIL_ID%5D](https://news.un.org/en/story/2023/04/1135342?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=707e63a2cb-EMAIL_CAMPAIGN_2023_04_05_12_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-707e63a2cb-%5BLIST_EMAIL_ID%5D)

Mexique. En 2002, le Mexique a adopté sa première loi fédérale sur la liberté d'information et a créé l'Institut national pour la transparence, l'accès à l'information et la protection des données personnelles (INAI) pour l'administrer. Aujourd'hui, le président Lopez Obrador souhaite fermer l'INAI et transférer ses fonctions à une autre partie du gouvernement. *La Jornada* le cite en disant que l'INAI a "servi à légitimer le vol et à cacher des informations". Le journal note que "Depuis 2016, un portail en ligne pour les demandes d'information aux agences gouvernementales a reçu plus de 8 millions de soumissions. Au cours de l'exercice fiscal le plus récent, l'INAI a résolu plus de 18 000 appels. L'institut protège également les droits des citoyens à accéder aux données personnelles, telles que les dossiers médicaux, et sanctionne les entités privées et publiques qui volent des informations personnelles."

<https://mexicodailypost.com/2023/04/21/amlo-proposes-disappearance-of-the-national-institute-for-transparency-inai/atc>

Nicaragua. Amnesty International a mené des entretiens, "examiné des dossiers judiciaires, analysé des lois nationales et d'autres publications pertinentes, vérifié des informations audiovisuelles et surveillé des

médias sociaux et des sources de presse" pour élaborer un rapport sur la "crise sociale, politique et des droits humains" depuis 2018. Il a exposé l'usage excessif de la force par la police et les groupes armés pro-gouvernementaux, l'utilisation abusive du système de justice pénale, les attaques contre la société civile, ainsi que les déplacements forcés, l'exil et la privation arbitraire de la nationalité. CrisisWatch a rapporté que le "groupe de défense des droits de l'homme Nunca Mas [le] 28 avril a révélé que depuis [les] manifestations de 2018, au moins 158 personnes détenues ont été soumises à la torture, dont 113 ont été victimes de violences sexuelles de la part de gardiens de prison et d'agents de police".

<https://www.amnesty.org/en/documents/amr43/6679/2023/en/>

<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Pérou. Human Rights Watch a publié un rapport de 107 pages documentant "l'usage excessif de la force par les forces de sécurité, les violations des procédures régulières et les abus contre les détenus, et les échecs des enquêtes criminelles, ainsi que la crise politique et sociale enracinée qui érode l'état de droit et les droits de l'homme au Pérou." HRW a "vérifié plus de 37 heures de séquences vidéo et 663 photographies" des manifestations de décembre 2022 à février 2023, en plus d'interroger plus de 140 personnes et d'examiner "des rapports d'autopsie et de balistique, des dossiers médicaux, des dossiers criminels et d'autres documents". Le bureau du médiateur a fait état de 49 meurtres de civils parmi les manifestants ou les passants, dont "au moins" 39 ont été tués par balle "selon les rapports d'autopsie et de balistique et les dossiers médicaux", tandis que "dans un 40e cas, un document médical a indiqué que la cause était "probablement" une blessure par balle." Toutes les balles identifiées dans les meurtres provenaient des types d'armes utilisées par les forces de sécurité ; "la police n'a saisi aucune arme à feu, artisanale ou non, sur les manifestants, et Human Rights Watch n'a trouvé aucune image d'un manifestant tenant une arme à feu."

https://www.hrw.org/news/2023/04/26/peru-egregious-abuses-security-forces?utm_source=substack&utm_medium=email

La municipalité de Miraflores, à Lima, a brusquement fermé le musée « Lieu de la mémoire, de la tolérance et de l'inclusion sociale » (LUM), invoquant le fait que le musée "ne répond pas aux normes de sécurité municipales", d'après *le Guardian*. En janvier, le maire de Lima a qualifié le musée d'"offense à la nation", déclarant qu'il "devrait être placé sous le contrôle des forces armées" et qu'il était temps de "prendre le contrôle de la narration". Ouvert en 2015 comme un lieu "où les Péruviens pourraient commémorer les victimes d'un conflit interne brutal qui a tué des dizaines de milliers de personnes dans les années 1980 et 1990", le musée a reçu environ 60 000 visiteurs par an.

https://www.theguardian.com/world/2023/apr/07/peru-mayor-closes-museum-of-memories-army-shining-path?utm_source=substack&utm_medium=email

Russie. Une nouvelle loi autorise la création d'une "base de données numérique unifiée des citoyens soumis au service militaire", selon le média d'État *RT*. Le ministère du développement numérique établira le registre, "qui sera géré par le ministère de la défense. Le gouvernement s'appuiera sur ses bases de données existantes pour alimenter le registre, notamment les dossiers fiscaux, électoraux, médicaux, policiers et judiciaires, ainsi que ceux des employeurs et des universités. Le registre permettra de suivre les convocations envoyées aux conscrits éligibles, non seulement par courrier, mais aussi désormais par voie électronique, en utilisant les plateformes "appropriées", telles que le portail des services de l'État "Gosuslugi". L'assignation est considérée comme signifiée dans les sept jours suivant son dépôt au greffe. À partir du moment où l'assignation est émise, le destinataire n'est pas autorisé à quitter la Russie. La nouvelle loi prévoit également des sanctions en cas de non-déclaration. Les personnes qui ne répondent pas à la convocation dans les 20 jours, sans exemption valable, ne seront pas autorisées à enregistrer une entreprise, un véhicule ou un bien immobilier, ni à obtenir des prêts bancaires."

<https://www.rt.com/russia/574772-putin-signs-new-conscription-law/>

Sud-Soudan. La Commission des droits de l'homme des Nations unies au Sud-Soudan a publié un rapport indiquant que "la quasi-totalité des 14 facteurs de risque de crimes d'atrocité définis par les Nations unies sont désormais présents au Sud-Soudan". De manière inhabituelle, la Commission, dans une tentative de porter un coup à l'impunité, a pris "l'initiative de nommer davantage d'individus qui méritent une enquête criminelle et des poursuites pour leur rôle dans les violations flagrantes des droits de l'homme", a déclaré

la présidente de la Commission, Yasmin Sooka. Le rapport explique que "les preuves collectées et toutes les autres informations recueillies sont conservées dans la base de données et les archives sécurisées et confidentielles de la Commission. La Commission est chargée de mettre les informations à la disposition du Tribunal hybride pour le Sud-Soudan, de la Commission pour la vérité, la guérison et la réconciliation et de l'Autorité chargée des réparations et des indemnités. Ces entités devaient être créées conformément à l'accord de paix de 2015, mais aucune ne l'a été.

[Soudan du Sud: des membres du gouvernement et de l'armée impliqués dans des crimes graves toujours en poste | ONU Info \(un.org\)](https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session52/A_HRC_52_CRP.3.pdf)
https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session52/A_HRC_52_CRP.3.pdf

Syrie. Une enquête menée par le *Guardian*, l'ONG Syrian Investigative Reporting for Accountability Journalism (SIRAJ) et l'ONG The Day After a révélé la falsification de documents relatifs à la propriété, ce qui entrave la capacité des réfugiés à rentrer chez eux et à revendiquer leur propriété. "L'absence de registres judiciaires centralisés signifie qu'il n'y a pas de données sur l'ampleur des vols de propriété en Syrie, mais un avocat a déclaré avoir découvert 125 cas de maisons volées rien qu'à Damas au cours du premier semestre 2022", tandis qu'une autre source a déclaré que des réseaux criminels comptant "jusqu'à 50 membres, des avocats et des juges aux responsabilités militaires ... trouvent des maisons vides, falsifient les documents de vente et les font passer devant les tribunaux à l'insu des propriétaires." Un conseiller juridique de The Day After "a déclaré que les réseaux de falsification ont prospéré pendant la guerre, aidés par de nombreux propriétaires qui ont perdu leurs documents, tandis que les bâtiments officiels, les dossiers judiciaires et les titres de propriété ont été détruits."

<https://www.theguardian.com/global-development/2023/apr/24/scandal-of-syrias-stolen-homes-fraudsters-use-courts-to-legitimise-thefts-from-refugees>

Royaume-Uni. L'ONG Women's Rights Network a publié des statistiques sur les agressions sexuelles, montrant qu'"au cours des trois dernières années, la Grande-Bretagne a signalé 6500 cas de viols et d'agressions sexuelles dans les hôpitaux" et que "seuls 4,1 % des auteurs impliqués dans ces affaires ont été inculpés", d'après *Firstpost*. En réaction, le ministère de la santé a ordonné aux infirmières travaillant dans les hôpitaux britanniques de "porter des caméras corporelles". Pensez au volume d'enregistrements et aux conséquences sur la vie privée des images capturées.

<https://www.firstpost.com/world/uk-healthcare-horror-after-over-6500-rape-sexual-assaults-in-hospitals-since-2019-nurses-to-wear-body-cams-12503342.html>

États-Unis. "Des chercheurs de l'Université de Pennsylvanie ont utilisé un outil open-source connu sous le nom de webXray pour enregistrer les outils de suivi tiers présents sur les sites web des hôpitaux pendant une période de trois jours en août 2021" et ont relié les outils à leurs sociétés mères selon *STAT*. Il s'agit de données provenant des "pages d'accueil des hôpitaux et des zones publiques, et non des portails où les patients partagent des informations spécifiques sur leurs besoins en matière de santé avec leurs médecins", ce qui les place en dehors des règles fédérales s'agissant de confidentialité. "L'étude a révélé que les pages d'accueil de plus de 3700 hôpitaux ont initié en moyenne 16 transferts de données à des tiers", notamment aux "géants de la publicité en ligne Meta et Alphabet [? . [et] AT&T, Verizon, Amazon, le géant des médias Nielsen" et même une société de capital-investissement.

https://www.statnews.com/2023/04/03/hospitals-hipaa-health-data-pixel-tracker/?utm_campaign=morning_rounds&utm_medium=email&_hsmi=252945075&_hsenc=p2ANqtz-8nTEepfKYGOUwvfgKcXUB-clFe2eWPJIEZX6Qi_1SbcuPNli4eiT8oD7jb0_w3gHbmARfD9E1R1YiPHDVghr4rbQ5x5Q&utm_content=252945075&utm_source=hs_email

Les collectionneurs d'art Charles et Valerie Diker ont donné ou prêté des objets amérindiens au Metropolitan Museum of Art depuis 1993, mais un "examen par *ProPublica* des dossiers que le musée a mis en ligne a révélé que seulement 15 % des 139 œuvres ... ont un historique de propriété solide ou complet, et que certaines n'ont pas de provenance du tout". Les groupes amérindiens remettent en question la légitimité de la propriété des œuvres par le Met, estimant qu'elles devraient être restituées aux communautés qui les ont créées. Le musée a déclaré qu'il engageait un chercheur en art amérindien dont les responsabilités incluront "des recherches sur la provenance".

https://www.propublica.org/article/the-met-museum-native-american-collections?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=230425

Depuis 2016, des employés de sous-traitants de l'Agence américaine de l'immigration et des douanes (ICE) "ont fait l'objet d'une enquête pour avoir utilisé à mauvais escient des données ou des ordinateurs de l'agence au moins 414 fois", a rapporté *WIRED*, sur la base d'informations provenant d'une base de données disciplinaire de l'agence obtenue par le biais d'une demande d'accès à l'information. "Bien que de nombreux dossiers ne soient pas suffisamment détaillés pour permettre de discerner la nature complète des allégations, deux douzaines d'enquêtes ont été qualifiées de criminelles. Et dans au moins 14 incidents, les dossiers indiquent explicitement que les agents ont fait l'objet d'une enquête pour avoir prétendument utilisé les bases de données ou les ordinateurs de l'agence pour harceler quelqu'un ou proférer des menaces."

https://www.wired.com/story/ice-agent-database-abuse-records/?bxid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=Email_0_EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=WIR_Daily_041723&utm_mailing=WIR_Daily_041723&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=P2

La Cour d'appel des États-Unis (3^e circuit) a approuvé le plan de sortie de faillite des Boy Scouts of America, qui consiste à payer les réclamations de personnes ayant déclaré avoir été victimes d'abus de la part de membres de l'organisation. Deux juges à la retraite et un "comité composé d'avocats représentant les victimes d'abus sexuels" administreront un fonds fiduciaire estimé à au moins 2,46 milliards de dollars provenant des Boy Scouts, d'organisations qui leur sont affiliées, notamment l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, et de compagnies d'assurance qui avaient souscrit des polices d'assurance pour les Boy Scouts. Il s'agit du plus grand fonds de règlement des abus sexuels de l'histoire des États-Unis. Les demandeurs peuvent percevoir une somme forfaitaire "sur la base des informations déjà soumises", fournir des informations supplémentaires et demander aux administrateurs de "déterminer le montant sur la base de critères convenus, notamment la gravité des abus", ou intenter une action en justice devant un tribunal d'État et demander à un jury de déterminer le montant, a expliqué un professeur de droit dans *The Conversation*. On estime que 75 000 personnes entrent dans ces deux dernières catégories.

https://theconversation.com/boy-scouts-of-america-can-now-create-2-4-billion-fund-to-pay-claims-for-scouts-who-survived-abuse-a-bankruptcy-expert-explains-whats-next-202915?utm_medium=email&utm_campaign=Daily%20Newsletter%20%20April%2021%202023%20-%202605826210&utm_content=Daily%20Newsletter%20%20April%2021%202023%20-%202605826210+Version+B+CID_7988dfa1d57df1af35920fe7f48a0bb4&utm_source=campaign_monitor_us&utm_term=Boy%20Scouts%20of%20America%20can%20now%20create%2024%20billion%20fund%20to%20pay%20claims%20for%20Scouts%20who%20survived%20abuse%20%20a%20bankruptcy%20expert%20explains%20whats%20next

États-Unis/Hawaï. Grâce à la contribution de deux donateurs, les Archives de l'État ont pu acheter, lors d'une vente aux enchères à New York, des objets liés au renversement de la monarchie hawaïenne en 1893. Le fonds comprend le drapeau personnel de la reine, les dossiers personnels du commandant en chef des forces armées, "une douzaine de photographies, une interview de la personne soupçonnée d'avoir volé les bijoux de la couronne du roi Kalakaua, des lettres concernant le drapeau de la reine, et bien d'autres choses encore", rapporte *Hawai Public Radio*. Certains de ces objets étaient entre les mains de l'État, mais ont été rendus à la famille à sa demande dans les années 1920. La famille a apparemment vendu les objets à un collectionneur.

<https://www.hawaiipublicradio.org/the-conversation/2023-04-21/state-archives-secures-1893-overthrow-artifacts-previously-hidden-in-private-collection>

États-Unis/Michigan. Le 11 avril, une loi est entrée en vigueur pour "effacer une série de condamnations du casier judiciaire après une période d'attente définie", d'après *Good News Network*. À cette date, 252417 résidents du Michigan "ont été libérés de toute condamnation, leur casier judiciaire ayant été scellé". Les partisans de la réforme affirment qu'elle aidera les personnes à trouver un emploi et à obtenir un logement, car les casiers judiciaires "constituaient des obstacles aux possibilités de logement et d'emploi".

<https://www.goodnewsnetwork.org/michigan-clears-criminal-records-for-thousands-of-nonviolent-offenders/>

Lectures recommandées

Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), "Organized Crime and the Rights of Children, Adolescents, and Youth : Challenges and State Actions in Northern Central America" :

https://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/2023/NorteCentroamerica_NNAJ_ES.pdf

Sandra F. Joireman, Rosine Tchatchoua-Djomo, "Post-conflict restitution of customary land : Guidelines and trajectories of change", World Development : <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2023.106272>

Joe Massey, Sasha Moriniere et Ed Parkes, "Responsible data stewardship", Open Data Institute : <https://www.theodi.org/article/defining-responsible-data-stewardship/>

Marius Pieterse, "The relevance of the African regional human rights system in the urban age", Leiden Journal of International Law : https://www.cambridge.org/core/journals/leiden-journal-of-international-law/article/relevance-of-the-african-regional-human-rights-system-in-the-urban-age/83CA276521FA316BEAD417EC29D39877?utm_source=substack&utm_medium=email#.ZDLs5sR5G-o.twitter

Cette lettre d'information est publiée sous une licence Creative Commons. N'hésitez pas à la faire circuler et à la réutiliser à des fins non commerciales. Pour consulter les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/fr/lettres-d-information-du-sahr>